

**ESKER**

Société Anonyme

Immeuble GEO CHAVEZ

10 rue des Emeraudes

69006 LYON

---

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2015

**ORFIS BAKER TILLY**  
Le Palais d'Hiver  
149 boulevard de Stalingrad  
69100 VILLEURBANNE

**DELOITTE & ASSOCIES**  
Immeuble Higashi  
106 Cours Charlemagne  
69002 LYON

## **ESKER**

Société Anonyme  
Immeuble GEO CHAVEZ  
10 rue des Emeraudes  
69006 LYON

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2015

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ESKER, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le paragraphe "Goodwill (écart d'acquisition)" de la note I de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation, à la comptabilisation et à l'amortissement des écarts d'acquisition. Nous avons examiné le caractère approprié de ces règles et méthodes et apprécié les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.
- Le paragraphe "Immobilisations incorporelles" de la note I de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation, à l'amortissement et à l'évaluation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné le caractère approprié de ces règles et méthodes et de leur mise en œuvre ainsi que de l'information fournie dans les notes de l'annexe.
- Le paragraphe "Impôts sur les résultats et impôts différés" de la note I de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des actifs d'impôts différés résultant de reports fiscaux déficitaires. Nous avons examiné le caractère approprié de ces règles et méthodes et apprécié les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. VERIFICATION SPECIFIQUE**

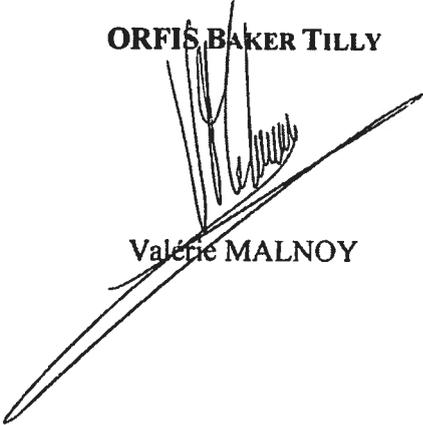
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Villeurbanne et Lyon, le 28 avril 2016

Les Commissaires aux Comptes

**ORFIS BAKER TILLY**

  
Valérie MALNOY

**DELOITTE & ASSOCIES**

  
Nathalie LORENZO CASQUET

## BILAN CONSOLIDE

<b>ACTIF (en milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2015</b>	<b>31/12/2014</b>
Ecarts d'acquisition	2	4 321	0
Immobilisations incorporelles	3	15 282	7 709
Immobilisations corporelles	4/5	4 985	4 470
Immobilisations financières		596	373
<b>Actif immobilisé</b>		<b>25 184</b>	<b>12 552</b>
Stocks		161	93
Créances clients		13 203	12 147
Impôts différés actifs		1 581	1 132
Autres créances et comptes de régularisation	6	4 870	2 963
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	7	16 295	17 559
Actif circulant		36 110	33 894
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>61 294</b>	<b>46 446</b>
<b>PASSIF (en milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2015</b>	<b>31/12/2014</b>
Capital social		10 498	10 192
Primes d'émission		18 485	18 115
Résultat consolidé		6 473	4 650
Réserves consolidées		-6 266	-11 451
Capitaux propres	8	29 188	21 506
		<i>Dont Part du groupe</i>	<i>21 506</i>
		<i>Dont Intérêts minoritaires</i>	<i>0</i>
Provisions pour risques et charges	11	567	541
Emprunts et dettes financières	12	7 317	5 113
Dettes fournisseurs		4 221	3 606
Dettes fiscales et sociales		9 792	7 565
Impôts différés passifs		105	38
Autres dettes et comptes de régularisation	13	10 104	8 077
Dettes		31 539	24 399
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>61 294</b>	<b>46 446</b>



## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Note	31/12/15	% CA	31/12/14	% CA
Chiffre d'affaires	14	58 457	100,0%	46 060	100,0%
Production immobilisée	15	3 836	6,6%	3 343	7,3%
Autres produits d'exploitation		1 401	2,4%	1 017	2,2%
Achats consommés		-1 430	-2,4%	-1 234	-2,7%
Variations de stocks		54	0,1%	10	0,0%
Autres charges d'exploitation		-16 038	-27,4%	-13 425	-29,1%
Charges de personnel	16	-31 954	-54,7%	-25 873	-56,2%
Impôts et taxes		-896	-1,5%	-853	-1,9%
Dotations nettes aux amortissements		-4 326	-7,4%	-3 278	-7,1%
Dotations nettes aux provisions		-50	-0,1%	-67	-0,1%
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>9 054</b>	<b>15,5%</b>	<b>5 700</b>	<b>12,4%</b>
Résultat financier	17	-6	0,0%	220	0,5%
Résultat courant des entreprises intégrées		9 048	15,5%	5 920	12,9%
Résultat exceptionnel	18	-245	-0,4%	53	0,1%
Impôts sur les résultats	19	-2 292	-3,9%	-1 323	-2,9%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		61	0,1%	0	0,0%
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		-99	-0,2%		
<b>Résultat net</b>		<b>6 473</b>	<b>11,1%</b>	<b>4 650</b>	<b>10,1%</b>
<i>Résultat par action en euros</i>		<i>1,30</i>		<i>0,97</i>	
<i>Résultat dilué par action en euros</i>		<i>1,22</i>		<i>0,90</i>	

## ETAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Prime d'émission	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Réserves consolidés	Capitaux Propres Groupe
Situation au 31 décembre 2013	9 801	17 714	-329	3 188	-11 717	18 657
Résultat reporté à nouveau				-2 311	2 311	0
Résultat de l'exercice				4 650		4 650
Variation des écarts de conversion			706			706
Options de souscription d'actions	391	401				792
Actions propres					-2 364	-2 364
Dividendes				-877		-877
Autres mouvements					-58	-58
Situation au 31 décembre 2014	10 192	18 115	377	4 650	-11 828	21 506
Résultat reporté à nouveau				-3 442	3 442	0
Résultat de l'exercice				6 473		6 473
Variation des écarts de conversion			729			729
Options de souscription d'actions	304	370				674
Actions propres					1 200	1 200
Dividendes				-1 208		-1 208
Autres mouvements					-186	-186
Situation au 31 décembre 2015	10 496	18 485	1 106	6 473	-7 372	29 188

## TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2015</b>	<b>31/12/2014</b>
Résultat net consolidé	6 473	4 650
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et non liés à l'activité:		
- Dotations nettes aux amortissements et provisions	4 500	3 291
- Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	145	41
- Produits de cession d'éléments d'actif	-134	-65
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier	10 984	7 917
Charges d'impôts	2 292	1 323
Impôts payés	-1 165	-1 075
Intérêts payés et reçus	-21	90
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité	1 136	290
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>	<b>13 226</b>	<b>8 545</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-11 528	-4 028
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	181	22
Augmentation, diminution des immobilisations financières	-45	197
Investissement dans une entreprise associée	-4 262	
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-15 654</b>	<b>-3 809</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 208	-877
Augmentation de capital ou apports		
Frais d'augmentation de capital		
Sommes reçues lors de l'exercice d'options de souscription d'actions	583	735
(Augmentation) Diminution des actions propres		-2 441
Remboursement d'emprunt - contrats de location financement	-1 907	-820
Augmentation des dettes financières	3 000	2 000
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>468</b>	<b>-1 403</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>-1 960</b>	<b>3 333</b>
Incidences des variations de taux de change	696	815
Trésorerie à l'ouverture	17 559	13 411
Trésorerie à la clôture	16 295	17 559

## NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

---

### 1. Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation

#### ■ Arrêté des comptes

Les comptes consolidés du groupe Esker au 31 décembre 2015 ont été arrêtés par le Directoire et présentés pour approbation au Conseil de surveillance du 17 mars 2016.

#### ■ Principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés sont présentés conformément au règlement CRC 99-02 et son actualisation issue du CRC 2005-05, et du CRC 2000-06 et tiennent compte du règlement 2014-03 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs, et CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

#### ■ Périmètre et critère de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir direct ou indirect de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les titres de participation des sociétés non contrôlées par le groupe Esker, mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable, sont évalués en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est présentée en section 2 de la présente annexe.

#### ■ Méthode de conversion

Les résultats des sociétés étrangères hors zone Euros sont convertis au cours moyen de change de la période ; les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture de la période concernée. Les écarts de conversion sont présentés distinctement dans les capitaux propres.

#### ■ Méthodes préférentielles

Les méthodes préférentielles appliquées sont :

- La prise en compte des engagements de retraite et autres avantages du personnel,
- Le retraitement des contrats de location financement,
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement,
- La comptabilisation des écarts de conversion actifs et passifs en charges et produits de la période.

#### ■ Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations ayant une incidence sur les états financiers.

Les principales estimations faites par La Direction portent notamment sur les hypothèses retenues pour

- l'évaluation et la dépréciation des actifs corporels et incorporels (notes 3 et 4)
- le calcul des impôts différés (note 19)
- l'évaluation des engagements de retraite (note 11)
- l'évaluation des provisions (note 11).

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la Direction dispose à la date d'arrêté des comptes.

#### ■ Goodwill (écart d'acquisition)

Tous les éléments identifiables d'actif acquis et d'éléments de passif acquis ou éventuels sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du transfert de contrôle au profit du groupe (date d'acquisition), indépendamment de la prise en compte de tout intérêt minoritaire.

Le coût d'un regroupement d'entreprises est égal au prix d'acquisition, augmenté des coûts directement attribuables à l'acquisition. Tout excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, du passif et des passifs éventuels comptabilisés, est inscrit à l'actif en écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et font l'objet d'un amortissement selon un plan préalablement défini, sur une durée déterminée en fonction des objectifs retenus lors de l'acquisition. Par ailleurs, si les objectifs retenus lors de l'acquisition viennent à être sensiblement modifiés, un amortissement exceptionnel ou une modification du plan d'amortissement est comptabilisé au-delà des amortissements pratiqués.

#### ■ Immobilisations incorporelles

##### Frais de développement

En application de la méthode préférentielle, les dépenses de développement sont immobilisées dès lors que l'entreprise peut démontrer que les critères suivants sont atteints :

- l'entreprise a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de développement engagés par le groupe Esker concernent essentiellement des développements applicatifs et font l'objet d'un suivi individualisé. Ils sont principalement constitués des coûts salariaux.

Au titre de l'activité de développement du groupe, deux catégories d'activité doivent être distinguées :

- les activités de développements visant à créer de nouveaux produits ou à apporter de nouvelles fonctionnalités aux produits existants, pour lesquels les critères de capitalisation définis par la norme IAS 38 sont appréciés par les équipes de marketing et de R&D au moment du lancement de ces projets
- les activités de développements visant à maintenir les produits existants (adaptation aux nouveaux systèmes d'exploitation, maintenance corrective...), qui ne remplissent pas les conditions requises par la norme et ne sont donc pas immobilisés.

Les dépenses de développement immobilisées sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, comprise entre 1 et 5 ans. Les dépenses correspondant à des projets non encore finalisés à la date de clôture sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et donnent lieu à des tests de dépréciation (voir note sur la dépréciation des éléments de l'actif immobilisé ci-après).

Les autres dépenses de recherche et développement, ne répondant pas aux critères énoncés ci-dessus, sont comptabilisées directement en charges de l'exercice.

##### Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité soit 5 ans.

## ■ Immobilisations corporelles

### Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût historique d'acquisition. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la Direction.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle (toutefois considérée comme nulle dans la plupart des cas). Le mode linéaire est en général retenu sur les durées d'utilité estimées suivantes

- Installations générales : de 5 à 8 ans
- Matériel de transport : de 3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : de 2,5 à 8 ans
- Mobilier : 5 ans

### Contrats de location financement

En application de la méthode préférentielle, les contrats de location transférant à Esker les risques et avantages inhérents à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés en immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière à leur juste valeur ou, si elle est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location.

Les immobilisations correspondantes sont amorties selon les modalités décrites ci-dessus.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

## ■ Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Les immobilisations corporelles et incorporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test de perte de valeur est réalisé au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie et les immobilisations incorporelles en cours (projets de développement).

Les actifs immobilisés incorporels et corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période, leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

Pour les besoins de ce test, les valeurs d'actifs sont regroupées par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). L'UGT correspond aux centres de profits autour desquels le groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne. Ces centres de profits correspondent généralement aux entités juridiques.

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat.

## ■ Stocks et en cours

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré ou de leur valeur nette de réalisation.

### ■ Créances clients

Les créances clients sont constatées lors du transfert de propriété correspondant généralement à la livraison pour les ventes de biens et à la réalisation de la prestation pour les activités de services.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances présente un risque quant à sa recouvrabilité.

### ■ Actions propres

Les actions de long terme de la société mère qui sont détenues par elle-même ou par l'une de ses filiales intégrées sont comptabilisées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition, net des frais d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et n'impactent pas le résultat de l'exercice.

### ■ Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les disponibilités se composent de soldes bancaires et de fonds de caisses.

Les valeurs mobilières de placement ont une échéance court terme, elles sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les pertes et profits en résultant sont comptabilisés au compte de résultat.

Les variations de trésorerie sont analysées dans le tableau de flux de trésorerie présenté selon la méthode indirecte.

### ■ Provisions

Les provisions sont constituées lorsque les organes de Direction du groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue, dont le coût est évaluable de manière fiable.

Des provisions pour litiges peuvent notamment être constituées dans le cadre des litiges connus dans lesquels le groupe est impliqué. A la date d'arrêtés des comptes, un examen de ces litiges est réalisé par la Direction et par des conseils extérieurs le cas échéant afin d'évaluer le montant nécessaire de provision à constituer pour couvrir les risques estimés.

### ■ Avantages au personnel

#### Plans de retraite

Dans la plupart des filiales, le groupe a une obligation de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes gérant les programmes de retraite. Ces cotisations sont comptabilisées en charges dès lors qu'elles sont encourues. Aucun autre engagement n'est lié à ces contributions.

Par ailleurs, en application de la loi française, le groupe a l'obligation de verser aux salariés partant en retraite une indemnité de fin de carrière. Les engagements correspondants sont calculés annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Ce calcul est réalisé dans le respect de la convention collective applicable (SYNTEC) et repose notamment sur les éléments suivants :

- âge estimé de départ en retraite,
- ancienneté du personnel à la date de départ en retraite,
- probabilité de présence des salariés dans l'entreprise à l'âge de départ en retraite,
- taux d'augmentation des salaires,
- taux d'actualisation.

Aucun autre engagement de retraite n'est comptabilisé dans les autres filiales du groupe compte tenu de leur caractère non significatif ou de l'absence d'obligation légale en la matière.

#### Autres avantages à long terme

En application de la législation locale, la filiale italienne a l'obligation de verser une allocation aux salariés lors de leur départ, quel qu'en soit le motif (démission, retraite...). Cette allocation est calculée sur la base du salaire annuel et de l'ancienneté des salariés, et fait l'objet d'une réévaluation annuelle indexée sur un taux d'inflation communiqué par le gouvernement italien.

#### ■ Impôts sur les résultats et impôts différés

Les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés donnent lieu à la comptabilisation d'impôts différés selon la méthode du report variable.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future paraît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée. Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires (y compris les montants reportables de manière illimitée) ne sont reconnus que lorsque leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont compensés au sein d'une même entité fiscale. Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

#### ■ Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt en France.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année en cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues.

Compte tenu du caractère définitivement acquis du crédit impôt recherche indépendamment de la situation fiscale du Groupe, il a été décidé de classer ce produit en « autres produits d'exploitation ».

#### ■ Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé de manière générale lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise et lorsque le montant des produits peut être estimé de manière fiable, et plus spécifiquement à la date de transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété du bien.

Dans le cadre de son activité, le chiffre d'affaires du groupe est principalement constitué de ventes de licences, de contrats de prestation de maintenance et de prestations de services associées (formation et assistance à la mise en œuvre), de ventes de services accessibles à la demande via internet (externalisation des envois de fax et courriers) et de fourniture de matériel (cartes fax).

- Les ventes de licences et de matériel sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de livraison,
- Les produits relatifs aux contrats de maintenance sont comptabilisés en chiffre d'affaires de manière linéaire sur la durée totale du contrat. Dans le cas de contrats portant sur l'exercice en cours et les exercices suivants, des produits constatés d'avance sont comptabilisés à la clôture de l'exercice pour la partie des contrats correspondant aux exercices futurs,
- Les prestations de service liées aux ventes de logiciels sont comptabilisées en chiffre d'affaires au fur et à mesure de leur réalisation.

Les autres prestations de services sont constatées en chiffre d'affaires à leur date de réalisation.

## ■ Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi est comptabilisé, conformément à l'avis ANC, en réduction des charges de personnel dans le compte de résultat.

Conformément aux dispositions de l'article 76 de la Loi de Finances pour 2015, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- en matière d'investissement ;
- de recherche, d'innovation ;
- de formation et de recrutement.

## 2. Périmètre de consolidation

### a) Acquisitions

La 15 janvier 2015 Esker a finalisé l'acquisition de la start-up américaine TermSync, basée à Madison dans le Wisconsin. TermSync a développé et commercialise depuis 2013 un portail collaboratif innovant permettant aux entreprises de moderniser leur processus de facturation clients.

Cette acquisition est consolidée par intégration globale à compter du 1<sup>er</sup> février 2015.

Le 24 avril 2015, Esker a finalisé l'acquisition de la société CalvaEDI, spécialiste de l'Echange des Données Informatisées (EDI). L'acquisition de CalvaEdi est immédiatement relative pour le Groupe Esker du fait de la forte récurrence de ses revenus, d'une structure de coûts légère et d'une rentabilité importante. CalvaEdi avait réalisé en 2014 un chiffre d'affaire de 2,3 M€ et est consolidée par intégration globale à partir du 1<sup>er</sup> mai 2015.

### b) Autres opérations

Neopost, deuxième fournisseur mondial de solution de traitement du courrier et acteur majeur dans le domaine de la communication digitale et des solutions logistiques et Esker ont finalisé la création de leur filiale commune fin juillet 2015. Cette société commune, Neotouch Cloud Solutions a pour objet la commercialisation de solution de dématérialisation Esker auprès des PME/ETI par le réseau Neopost, en France et à l'international. Cette société est détenue à 70% par Neopost et 30% par Esker.

Esker exerçant une influence notable, cette société est consolidée par mise en équivalence.

Sociétés	Sièges	2015		2014		Méthode de consolidation (1)
		Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt	
ESKER	Lyon (France)	<b>Société consolidante</b>				
ESKER GmbH	Essen (Allemagne)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Ltd	Derbyshire (Royaume-Uni)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Srl	Milan (Italie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Iberica Sl	Madrid (Espagne)	99,8%	99,8%	99,8%	99,8%	I. G.
ESKER Inc	Madison (Etats-Unis)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Australia Pty Ltd	Sydney (Australie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Documents Automation Asia Pte Ltd	Singapour	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Documents Automation (M) Sdn Bhd	Kuala Lumpur (Malaisie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Solution Canada Inc	Montréal (Canada)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
CalvaEdi SAS	Paris (France)	100,0%	100,0%			I. G.
TermSync	Madison (Etats-Unis)	100,0%	100,0%			I. G.
Neotouch Cloud Solution	Dublin (Irlande)	30,0%	30,0%			M.E.

(1) : I.G. : Intégration Globale  
M.E.: Mise en équivalence

### 3. Notes relatives au bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie

#### NOTE 1 : Informations sectorielles

##### Informations relatives aux produits et services

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Vente de logiciels	2 827	3 555
Vente de cartes fax	925	739
Contrats de maintenance et mise à jour	9 336	8 830
Prestations de services	8 732	5 897
Traffic	36 636	27 039
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>58 457</b>	<b>46 060</b>

##### Informations relatives aux zones géographiques

<b>Au 31 décembre 2015</b> <i>En milliers d'euros</i>	France	Allemagne	Royaume uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Etats-Unis, Canada	Total Groupe
Chiffres d'affaires externes	21 680	1 861	3 512	2 990	3 382	25 032	58 457
Immobilisations corporelles et incorporelles	19 240	3	42	94	42	846	20 267

<b>Au 31 décembre 2014</b> <i>En milliers d'euros</i>	France	Allemagne	Royaume uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Etats-Unis, Canada	Total Groupe
Chiffres d'affaires externes	17 102	2 222	3 006	2 463	2 597	18 670	46 060
Immobilisations corporelles et incorporelles	11 559	3	12	127	75	403	12 179

##### Informations relatives aux principaux clients

Sur l'exercice 2015, le chiffre d'affaires réalisé avec le principal client correspond à 4,7 % du chiffre d'affaires total du groupe.

Sur l'exercice 2014, le chiffre d'affaires réalisé avec le principal client correspond à 2,9 % du chiffre d'affaires total du groupe.

## NOTE 2 : Ecarts d'acquisition

En milliers d'euros	31/12/2015			31/12/2014
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Nette
TermSync	4 284	98	4 186	0
CalvaEdi	137	2	135	0
<b>TOTAL ECARTS D'ACQUISITION</b>	<b>4 421</b>	<b>100</b>	<b>4 321</b>	<b>0</b>

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les écarts d'évaluation identifiés lors de l'acquisition sont comptabilisés dans les postes d'actifs et de passifs concernés. L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du groupe dans l'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés est comptabilisé en écarts d'acquisition.

En 2015, le groupe a acquis deux nouvelles filiales, TermSync et CalvaEdi. Conformément au règlement CRC 99-02, les écarts d'acquisition font l'objet d'un amortissement. En l'absence de précision du règlement pour la détermination de la durée d'amortissement, le groupe a estimé que la durée est de 40 ans compte tenu de la perspective de maintien et/ou de rentabilité des investissements.

## NOTE 3 : Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2015			31/12/2014
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Nette
Frais de développement	19 021	12 085	6 936	5 916
Marques	1 067		1 067	0
Logiciel	1 408	940	468	125
Relation clientèle	4 963	118	4 845	0
Immobilisations incorporelles en-cours	1 966		1 966	1 668
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>28 425</b>	<b>13 143</b>	<b>15 282</b>	<b>7 709</b>

Les frais de développement capitalisés à l'actif sont constitués des éléments suivants :

- coûts engagés dans le cadre du développement des logiciels de dématérialisation,
- coûts liés au développement de l'activité « On Demand » de l'ensemble de nos solutions.

## ■ Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Au 31/12/2015 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Variations de périmètre <sup>1</sup>	Autres mouvements	Clôture
Frais de développement	15 480	117			3 424	19 021
Marques	0			1 049	18	1 067
Logiciel	880	119	-6	363	52	1 408
Relation clientèle	0			4 963		4 963
Immobilisations incorporelles en-cours	1 668	3 718			-3 420	1 966
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES</b>	<b>18 028</b>	<b>3 954</b>	<b>-6</b>	<b>6 375</b>	<b>74</b>	<b>28 425</b>
Frais de développement	9 564	2 521				12 085
Logiciel	755	79	-6	85	27	940
Relation clientèle	0			118		118
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS</b>	<b>10 319</b>	<b>2 600</b>	<b>-6</b>	<b>203</b>	<b>27</b>	<b>13 143</b>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES</b>	<b>7 709</b>	<b>1 354</b>	<b>0</b>	<b>6 172</b>	<b>47</b>	<b>15 282</b>

1. Il s'agit des variations de périmètre CalvaEDI et TermSync

Les autres mouvements incluent pour l'essentiel le transfert des Immobilisations en cours en frais de développement et les effets de change.

## ■ Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014

Au 31/12/2014 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Variations de périmètre <sup>1</sup>	Autres mouvements	Clôture
Frais de développement	12 401	1 676		0	1 403	15 480
Marques	0					0
Logiciel	921	63	-149		45	880
Relation clientèle	0					0
Immobilisations incorporelles en-cours	1 403	1 668		0	-1 403	1 668
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES</b>	<b>14 725</b>	<b>3 407</b>	<b>-149</b>	<b>0</b>	<b>45</b>	<b>18 028</b>
Frais de développement	7 437	2 127				9 564
Logiciel	830	41	-149		33	755
Relation clientèle	0					0
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS</b>	<b>8 267</b>	<b>2 168</b>	<b>-149</b>	<b>0</b>	<b>33</b>	<b>10 319</b>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES</b>	<b>6 458</b>	<b>1 239</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>7 709</b>

1. Pas de variations de périmètre en 2014

## NOTE 4 : Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	31/12/2015			31/12/2014
	Valeur Brute	Amortisse- ments	Valeur Nette	Valeur Nette
Matériel de bureau Informatique	3 316	2 175	1 141	714
Installations et agencements	1 169	738	431	485
Matériel et outillage	6 235	2 942	3 293	3 165
Matériel de transport	51	26	25	36
Mobilier	467	373	94	70
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>11 238</b>	<b>6 254</b>	<b>4 984</b>	<b>4 470</b>

## ■ Variations constatées au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2015

Au 31/12/2015 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminutions	Variations de périmètre <sup>1</sup>	Autres mouvements	Clôture
Matériel de bureau informatique	2 858	566	-369	81	180	3 316
Installations et agencements	1 163	153	-137	44	-54	1 169
Matériel et outillage	5 271	1 414	-491	7	34	6 235
Matériel de transport	48	9	-6			51
Mobilier	419	32	-46	26	36	467
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES</b>	<b>9 759</b>	<b>2 174</b>	<b>(1 049)</b>	<b>158</b>	<b>196</b>	<b>11 238</b>
Matériel de bureau informatique	2 144	405	-310	73	-137	2 175
Installations et agencements	678	159	-143	30	14	738
Matériel et outillage	2 106	942	-363	6	251	2 942
Matériel de transport	12	15	-1			26
Mobilier	349	26	-48	14	32	373
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMORTISSEMENTS</b>	<b>5 289</b>	<b>1 547</b>	<b>-865</b>	<b>123</b>	<b>160</b>	<b>6 254</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS NETTES</b>	<b>4 470</b>	<b>627</b>	<b>-184</b>	<b>35</b>	<b>36</b>	<b>4 984</b>

1. Il s'agit des variations de périmètre GalvaEDI et TermSync

## ■ Variations constatées au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2014

Au 31/12/2014 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Variations de périmètre <sup>1</sup>	Autres mouvements	Clôture
Matériel de bureau informatique	2 440	396	-106		128	2 858
Installations et agencements	1 030	163	-50		20	1 163
Matériel et outillage	3 363	2 480	-605		33	5 271
Matériel de transport	43	46	-41			48
Mobilier	400	17	-38		40	419
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES</b>	<b>7 276</b>	<b>3 102</b>	<b>(840)</b>		<b>221</b>	<b>9 759</b>
Matériel de bureau informatique	1 837	311	-105		101	2 144
Installations et agencements	591	121	-48		14	678
Matériel et outillage	2 046	637	-605		28	2 106
Matériel de transport	30	13	-31			12
Mobilier	323	29	-37		34	349
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMORTISSEMENTS</b>	<b>4 827</b>	<b>1 111</b>	<b>-826</b>		<b>177</b>	<b>5 289</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS NETTES</b>	<b>2 449</b>	<b>1 991</b>	<b>-14</b>		<b>44</b>	<b>4 470</b>

1. Pas de variations de périmètre en 2014

## NOTE 5 : Contrat de location financement

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>2 961</b>	<b>-1 757</b>	<b>1 204</b>
Augmentation	2 480	-578	1 902
Diminution	-605	605	0
Ecart de conversion	0	0	0
<b>Au 31 décembre 2014</b>	<b>4 836</b>	<b>-1 730</b>	<b>3 106</b>
Augmentation	1 132	-891	241
Diminution	-491	363	-128
Ecart de conversion	0	0	0
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>5 477</b>	<b>-2 258</b>	<b>3 219</b>

Les engagements relatifs aux contrats de location financement s'analysent de la manière suivante au titre des exercices clos au 31 décembre 2015 et 2014 :

En milliers d'Euros	31/12/2015				31/12/2014			
	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL
Total des loyers futurs minimaux	925	2 140	0	3 065	884	2 035	0	2 919
Valeurs actualisées des paiements minimaux	902	2 069	0	2 971	850	1 955	0	2 805

#### NOTE 6 : Autres créances et comptes de régularisation

En milliers d'euros	Valeur Nette 31/12/15	Valeur Nette 31/12/14
Créance d'impôt	2 386	1 209
Autres créances fiscales	1 047	500
Autres créances	106	381
Charges constatées d'avance	1 331	873
<b>TOTAL AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>4 870</b>	<b>2 963</b>

#### NOTE 7 : Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre 2015, la trésorerie dont dispose le Groupe comprend les éléments suivants :

En milliers d'euros	Valeur Nette 31/12/15	Valeur Nette 31/12/14
Valeurs mobilières de placement	3 571	3 949
Disponibilités	12 724	13 610
<b>TOTAL DISPONIBILITES ET VMP</b>	<b>16 295</b>	<b>17 559</b>

Les valeurs mobilières de placement correspondent à des SICAV monétaires et des comptes à terme sans risque de perte de valeur.

#### NOTE 8 : Capitaux propres

	Valeur (en milliers d'euros)	Nombre d'actions
<b>Capital social au 31/12/2013</b>	<b>9 801</b>	<b>4 900 526</b>
Augmentation de capital	57	28 500
Levée de stock-options et de bons de souscriptions d'actions	334	166 814
<b>Capital social au 31/12/2014</b>	<b>10 192</b>	<b>5 095 840</b>
Augmentation de capital	93	46 300
Levée de stock-options et de bons de souscriptions d'actions	212	105 975
<b>CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2015</b>	<b>10 497</b>	<b>5 248 115</b>

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. Le groupe n'a pas de politique de gestion spécifique en matière de capital. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des opérations envisagées. Les capitaux propres suivis par le groupe intègrent les mêmes composantes que les capitaux propres consolidés.

Un dividende de 0,24 € par action a été versé sur la période.

### NOTE 9 : Actions propres

La part du capital social détenu en propre par le groupe a évolué de la manière suivante au cours de l'exercice 2015 :

	Exercice 2015	Exercice 2014
Nombre d'actions propres détenues à l'ouverture	268 528	126 004
Achats d'actions (contrat de liquidité)	125 469	69 369
Ventes d'actions (contrat de liquidité)	-133 769	-66 410
Achats d'actions (croissance externe)		139 565
Ventes d'actions (croissance externe)	-70 381	
Nombre d'actions propres détenues à la clôture	189 847	268 528

### NOTE 10 : Plans de stocks options, actions gratuites et bons de souscription d'actions

Les caractéristiques des plans d'options de souscription, d'achats d'actions et de bons de souscriptions d'actions non échus au 31 décembre 2015 sont présentées ci-dessous :

Type	Dates		Prix d'exercice en euros	Nombre d'options			Solde
	attribution	expiration		attribuées	exercées	échues ou perdues	
Plan de souscription	09/01/06	08/01/16	4,96	128 524	103 299	24 713	512
Plan de souscription	04/07/06	03/07/16	5,58	99 630	71 868	5 302	22 460
Plan de souscription	02/01/07	01/01/17	7,21	88 796	25 336	37 724	25 736
Plan de souscription	02/07/07	01/07/17	10,12	69 606	25 380	21 260	22 966
Plan de souscription	08/07/08	07/07/18	4,07	68 600	37 024		31 576
Plan de souscription	03/04/09	02/04/19	2,74	118 300	63 686	15 932	38 682
Plan de souscription	01/06/10	31/05/20	6,37	48 000	15 656	2 344	30 000
Plan de souscription	12/09/11	11/09/21	5,44	67 400	16 374	4 688	46 338
Plan de souscription	10/04/12	09/04/22	8,26	19 750	4 059	2 782	12 909
Plan de souscription	01/10/12	30/09/22	9,44	56 000		8 000	48 000
Plan de souscription	19/04/13	18/09/23	13,04	27 500	2 125	1 000	24 375
Plan de souscription	01/04/14	31/03/24	16,32	12 000	872	1 312	9 816
Plan de souscription	01/04/15	31/03/25	19,62	24 500			24 500
<b>TOTAL PLANS DE SOUSCRIPTION</b>				828 606	365 679	125 057	337 870
Actions gratuites	01/04/14	31/03/16		54 000			54 000
Actions gratuites	19/06/15	18/06/17		42 750			42 750
Actions gratuites	12/10/15	11/10/17		1 800			1 800
<b>TOTAL ACTIONS GRATUITES</b>				98 550	0	0	98 550

Les variations du nombre d'options, d'actions gratuites et de bons de souscriptions d'actions attribués au personnel du groupe au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2015 se présentent de la manière suivante :

	Options de souscription d'actions		Actions Gratuites attribuées, non émises	
	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €
Solde à exercer au 31/12/2014	420 345	6,80	100 300	15,65
Quantité attribuée	24 500	19,62	44 550	24,90
Quantité exercée	-105 975	5,50	-46 300	13,10
Quantité échue ou perdue pour cause de départ	-1 000	14,07		
Solde à exercer au 31/12/2015	337 870	8,12	98 550	21,03

#### NOTE 11 : Provisions

En milliers d'euros	31/12/2014	Augmentation, dotation de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés, repris au cours de l'exercice	Autres variations	31/12/2015
Provisions pour risques et charges	3					3
Engagements de retraite	538	56	-30			564
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>541</b>	<b>56</b>	<b>-30</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>567</b>

Les engagements de retraite sont constitués d'engagements relatifs aux départs à la retraite des salariés de la société Esker France et de l'allocation due aux salariés de la filiale Esker Italie.

Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite des salariés de la société Esker France ont été évalués conformément à la méthode décrite dans les principes et méthodes comptables. Le passif correspondant s'élève à 336 K€ au 31/12/2015 et a été calculé sur la base des hypothèses suivantes :

#### Hypothèses d'évaluation des engagements de retraite en France

• Taux d'actualisation	2,00%
• Taux de croissance des salaires	1,24%
• Age de départ en retraite	65 ans
• Taux de turnover des salariés	8,22%

Par ailleurs, l'allocation due aux salariés de la filiale Esker Italie s'élève à 228 K€ au 31/12/2015 et s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2014	Augmentation de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Autres variations	31/12/15
Allocation de départ Esker Italie	228	21	-21		228

**NOTE 12 : Emprunts et dettes financières**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/15</b>	<b>31/12/14</b>
OSEO Anvar	0	187
Contrats de location financement	3 072	2 880
Emprunts bancaires	4 245	2 046
<b>TOTAL DETTES FINANCIERES</b>	<b>7 317</b>	<b>5 113</b>

**Dettes financières OSEO Anvar**

Au cours de l'exercice 2008, OSEO Anvar a attribué à la société Esker France une aide à l'innovation d'un montant de 545 K€ qui concernait le projet de développement des solutions de dématérialisation en mode SaaS (Software as a Service). Une somme de 218 K€ a été versée par OSEO Anvar à ce titre en janvier 2009 et juillet 2010. Le solde a été versé sur le second semestre 2011.

Sauf échec technique ou commercial du programme, l'aide attribuée devait être remboursée selon un échéancier échelonné sur 4 ans à compter du 31/03/2012. A partir de 2012, la société a commencé les remboursements, à hauteur de 90 K€ pour 2012, 128 K€ pour 2013 et 140 K€ pour 2014. En 2015, la société a remboursé le solde de cette aide soit 187 K€.

**Contrats de location financement**

La dette financière comptabilisée est la contrepartie de l'immobilisation des contrats de location financement, tel que décrit dans la note 4 ci-dessus.

**NOTE 13 : Autres dettes et comptes de régularisation**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/15</b>	<b>31/12/14</b>
Produits constatés d'avance	6 051	6 112
Dépôts et cautions clients	2 009	1 897
Autres dettes	2 044	67
<b>TOTAL AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>10 104</b>	<b>8 077</b>

Les produits constatés d'avance concernent principalement les contrats de maintenance dont le chiffre d'affaires est comptabilisé linéairement sur la durée du contrat.

Les autres dettes sont constituées pour 1 947 K€ de la dette pour l'earn out et le retention payout relatif à l'acquisition de TermSync.

**NOTE 14 : Chiffre d'affaires**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/2015</b>	<b>31/12/2014</b>
Vente de logiciels	2 827	3 555
Vente de cartes fax	925	739
Contrats de maintenance et mise à jour	9 336	8 830
Prestations de services	8 732	5 897
Traffic	36 636	27 039
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>58 457</b>	<b>46 060</b>

## NOTE 15 : Dépenses de recherche et développement

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Dépenses de R&D de la période	-5 583	-5 003
Frais de développement immobilisés	3 836	3 343
Amortissements des frais de développement immobilisés	-2 509	-2 127
<b>DEPENSES DE R&amp;D NON IMMOBILISEES</b>	<b>-4 256</b>	<b>-3 787</b>

L'analyse des dépenses de développement immobilisées au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2015 est présentée dans la Note 2.

## NOTE 16 : Frais de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Rémunération du personnel	24 071	19 413
Charges sociales	7 883	6 460
<b>FRAIS DE PERSONNEL</b>	<b>31 954</b>	<b>25 873</b>

Le détail de l'effectif par pays est présenté ci-après :

	France	Allemagne	Royaume Uni	Europe du sud	Australie, Asie	Etats-Unis, Canada	TOTAL
Effectif au 31/12/2015	209	7	14	17	29	99	375
Effectif au 31/12/2014	180	6	14	15	22	83	320
Effectif au 31/12/2013	167	6	14	14	19	87	307

## NOTE 17 : Résultat financier

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Produits financiers	54	94
Résultat de change	16	166
Charges financières	-76	-40
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-6</b>	<b>220</b>

## NOTE 18 : Résultat exceptionnel

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Résultat exceptionnel sur opérations de gestion	-351	-27
Résultat exceptionnel sur opérations en capital	106	27
Dotations et reprises exceptionnelles	0	53
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-245</b>	<b>53</b>

## NOTE 19 : Impôts sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôts de la période

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/15	31/12/14
(Charge) / Produit d'impôt exigible	-2 667	-1 265
(Charge) / Produit net d'impôt différé	375	-58
<b>(CHARGE) / PRODUIT D'IMPÔT TOTAL</b>	<b>-2 292</b>	<b>-1 323</b>

Impôts différés au bilan

Les variations d'impôts différés au bilan s'analysent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	IMPÔT DIFFERE ACTIF	IMPÔT DIFFERE PASSIF
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	1 190	(41)
Impôts différé de la période constatés en résultat	-58	0
Effet des variations de taux de change	0	3
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>1 132</b>	<b>(38)</b>
Impôts différés de la période constatés en résultat	436	-61
Effet des variations de taux de change	13	-6
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>1 581</b>	<b>(105)</b>

Au 31 décembre 2015, le groupe dispose de déficits fiscaux reportables n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif, pour les valeurs suivantes présentées selon leur date d'expiration :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
2015		212
2016	310	310
2017	612	612
2018	446	446
> 2018 et reports illimités	5 869	5 631
<b>TOTAL</b>	<b>7 207</b>	<b>7 211</b>
<i>Dont report illimité</i>	<b>5 292</b>	<b>5 408</b>

## Preuve d'impôt

En milliers d'euros	31/12/15	31/12/14
Résultat net	6 473	4 650
- Quote part des sociétés mises en équivalence	61	0
- Dotations aux amortissements sur écarts d'acquisition	-99	0
- Charge / Produit d'impôt comptabilisé (-/+)	-2 292	-1 323
Résultat net avant impôt	8 803	5 973
Taux d'impôt de droit commun de la société mère	33,33%	33,33%
Charge / Produit d'impôt théorique (-/+)	-2 934	-1 991
Différences fiscales permanentes	244	79
Economie d'impôt sur déficit reportable	534	634
Non reconnaissance d'impôts différés actifs sur déficit reportable	-294	-34
Différences fiscales temporaires	71	37
Différences de taux	-157	-91
Autres	243	43
<b>CHARGE / PRODUIT D'IMPÔT COMPTABILISÉ (-/+)</b>	<b>-2 292</b>	<b>-1 323</b>

## NOTE 20 : Résultat par action

Le résultat net par action et le résultat net dilué par action sont calculés en divisant la part du résultat net revenant au Groupe par le nombre d'actions approprié. Pour le calcul du résultat net par action, le nombre d'actions retenu est le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ce dernier tenant compte de la neutralisation des actions d'autocontrôle.

Le nombre d'action retenu pour le calcul du résultat net dilué par action est le nombre moyen pondéré d'actions potentiellement en circulation au cours de la période. Il prend notamment en compte le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net par action, complété du nombre de stock-options et bons de souscriptions d'actions t d'actions gratuites dilutifs.

	31/12/2015		31/12/2014	
	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions
<b>Bases de calcul du résultat par action</b>	<b>6 473 000</b>	<b>4 975 593</b>	<b>4 650 000</b>	<b>4 775 417</b>
Stock-options ayant un effet dilutif		228 475		251 219
Actions gratuites ayant un effet dilutif		64 575		119 210
<b>Bases de calcul du résultat dilué par action</b>	<b>6 473 000</b>	<b>5 268 643</b>	<b>4 650 000</b>	<b>5 145 846</b>
Résultat par action		1,30		0,97
Résultat dilué par action		1,23		0,90

## NOTE 21 : Transactions avec les parties liées

## Relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker détenues majoritairement

Dans le cadre des relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker des facturations sont réalisées sur les éléments suivants :

- ventes de solutions par la société mère à ses filiales
- royalties
- refacturation de dépenses marketing
- refacturation de frais de personnel
- intérêts sur avances financières consenties

L'ensemble de ces transactions sont réalisées à des conditions normales, et sont intégralement éliminées dans les comptes consolidés.

#### Autres transactions avec les parties liées

Les rémunérations et avantages de toutes natures versés aux mandataires sociaux, considérés comme des parties liées à la société, sont présentés ci-après.

AU 31/12/2015 En milliers d'euros	Rémunération versée (base brute)	Nature de la rémunération versée			
		Salaires fixes, honoraires	Salaires variables	Avantages en nature	Jetons de présence
Membres du Directoire	595	322	260	13	0
Membres du Conseil de Surveillance	84	60			24
<b>TOTAL</b>	<b>679</b>	<b>382</b>	<b>260</b>	<b>13</b>	<b>24</b>

#### NOTE 22 : Engagements hors bilan et passifs éventuels

Les engagements et passifs éventuels sont listés ci-dessous.

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	TOTAL	Paiements dus par période			Charge de la période
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Dettes à long terme	-				
Obligations en matière de location financement	Information mentionnée dans la Note 4 de l'annexe				
Contrats de location simple	3 760	1 489	2 271	0	1 630
Obligations d'achat irrévocables	-				
Autres obligations long terme	-				
<b>TOTAL</b>	<b>3 760</b>	<b>1 489</b>	<b>2 271</b>	<b>0</b>	<b>1 630</b>

La majorité des contrats de location portent sur les locaux occupés par les sociétés du Groupe. La durée (de 3 à 10 ans), les clauses d'indexation et de renouvellement prévues par les contrats sont propres à chaque pays.

Les autres contrats de locations concernent des machines de mise sous plis et affranchissement en France ainsi qu'une flotte de véhicules.

Autres engagements donnés et reçus (en milliers d'euros)	TOTAL	Montants des engagements par période		
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Lignes de crédit(*)	0			
Lettres de crédit	-			
Garanties	-			
Obligations de rachat	-			
Nantissements, hypothèses et sûretés réelles	-			
Autres engagements donnés	-			
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DONNES</b>				
Autres engagements reçus				
<b>TOTAL ENGAGEMENTS RECUS</b>				

\* Lignes de crédit autorisées mais non utilisées 500 K€

**NOTE 23 : Honoraires des commissaires aux comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe**

	Deloitte & Associés				Orfis Baker Tilly				Autres			
	2015		2014		2015		2014		2015		2014	
	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%
<b>AUDIT</b>												
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés												
- Emetteur	38 740	55%	35 740	55%	32 280	45%	29 280	45%	0	0%	0	0%
- Filiales intégrées globalement	0	0%	0	0%	46 173	69%	34 063	64%	20 404	31%	19 346	36%
Missions accessoires												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement												
<b>Sous-Total Audit</b>	<b>38 740</b>	<b>28%</b>	<b>35 740</b>	<b>30%</b>	<b>78 433</b>	<b>57%</b>	<b>63 323</b>	<b>53%</b>	<b>20 404</b>	<b>15%</b>	<b>19 346</b>	<b>16%</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>												
Juridique, fiscal, social												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement									14 291	100%	14 006	100%
Autres												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement												
<b>Sous-Total Autres prestations</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>14 291</b>	<b>100%</b>	<b>14 006</b>	<b>100%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>38 740</b>	<b>26%</b>	<b>35 740</b>	<b>27%</b>	<b>78 433</b>	<b>52%</b>	<b>63 323</b>	<b>48%</b>	<b>34 695</b>	<b>23%</b>	<b>33 352</b>	<b>25%</b>

**NOTE 24 : Evénements post-clôture**

Aucun événement particulier n'a été identifié.